

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Strommarkt
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Parlamentarische Initiative
Datum	01.01.1989 - 01.01.2019

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Ackermann, Marco
Bernhard, Laurent
Bieri, Niklaus
Freymond, Nicolas
Gerber, Marlène

Bevorzugte Zitierweise

Ackermann, Marco; Bernhard, Laurent; Bieri, Niklaus; Freymond, Nicolas; Gerber, Marlène 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Strommarkt, Parlamentarische Initiative, 2008 - 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Energie	1
Netz und Vertrieb	1
Wasserkraft	2
Umweltschutz	3
Klimapolitik	3

Abkürzungsverzeichnis

UREK-NR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
UREK-SR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates
EICom	Eidgenössische Elektrizitätskommission
StromVV	Stromversorgungsverordnung
WAK-NR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
StromVG	Stromversorgungsgesetz
WEKO	Wettbewerbskommission

CEATE-CN	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
CEATE-CE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des États
EICom	Commission fédérale de l'électricité
OApEL	Ordonnance sur l'approvisionnement en électricité
CER-CN	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
LApEI	Loi sur l'approvisionnement en électricité
COMCO	Commission de la concurrence

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Netz und Vertrieb

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 10.11.2008
NICOLAS FREYMOND

Lors de la session d'hiver, les chambres ont débattu d'un certain nombre de propositions déposées au cours de la session précédente. Les CEATE des deux chambres (CEATE-CN et CEATE-CE) ont en effet déposé conjointement une motion et un postulat. La motion (mo. 08.3750) charge le Conseil fédéral de modifier l'OApEI d'ici au 31 décembre 2008, afin **d'empêcher la pratique du double amortissement** et d'obliger les entreprises d'une part à **publier leurs tarifs et leurs comptes de façon transparente** au plus tard le 30 juin et d'autre part à facturer les services-systèmes à prix coûtant, et non au prix du marché. Le postulat (po. 08.3758), pour sa part, charge le Conseil fédéral d'étudier l'opportunité de modifier la LApEI et l'OApEI, afin d'étendre les compétences de l'EiCom en matière de régulation (contrôle et sanctions), de modifier la méthode de tarification, de renforcer l'indépendance de Swissgrid (aujourd'hui propriété des grandes entreprises électriques suisses), d'accroître la transparence des redevances et prestations fournies par les entreprises aux collectivités publiques et de faire toute la lumière sur la politique d'amortissement des entreprises durant les dix dernières années (double amortissement). S'il a pris acte avec satisfaction des mesures décidées par le Conseil fédéral entretemps, le Conseil national a néanmoins approuvé les deux objets pour marquer symboliquement son soutien à l'exécutif. À l'inverse, le Conseil des Etats n'a transmis que le postulat et renvoyé la motion, ainsi qu'une motion similaire du député This Jenny (udc, GL) (Mo. 08.3558) à sa CEATE, jugeant que, si le postulat s'inscrivait dans le moyen, voire long terme, les motions poursuivaient des objectifs immédiats pour lesquels le Conseil fédéral avait pris des mesures entretemps. Par conséquent, la chambre haute a estimé qu'il conviendrait d'évaluer ces mesures courant 2009 et, au besoin, de reprendre les motions à ce moment là, ou à l'inverse de les classer. Le Conseil national a en outre transmis un **second postulat** de sa CEATE (po. 08.3757) donnant mandat au gouvernement de présenter un rapport détaillé sur le prix de l'énergie de réglage et décidé de donner suite à une **initiative parlementaire** de sa commission de l'économie et des redevances (CER-CN) visant à l'édiction d'un arrêté fédéral urgent censé empêcher les hausses injustifiées, notamment celles relatives à l'utilisation des réseaux d'approvisionnement. Le Conseil des Etats, quant à lui, a adopté un postulat Stähelin (pdc, TG) (Po. 08.3280) demandant au Conseil fédéral de présenter un rapport sur l'évolution prévisible des prix de l'électricité à court, moyen et long terme, ainsi que sur les répercussions de cette évolution sur l'économie nationale.¹

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 20.03.2009
NICOLAS FREYMOND

Les chambres ont **liquidé un certain nombre de propositions** déposées l'année précédente **visant à contrer la hausse du prix du courant et devenues caduques**. Les sénateurs ont ainsi rejeté la motion CEATE-CN (mo. 08.3750) en faveur de la révision de l'OApEI et décidé de ne pas donner suite à l'initiative parlementaire de la commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN). La chambre basse a quant à elle rejeté une motion Ineichen (plr, LU) (mo. 08.3225) allant dans le même sens que l'initiative.²

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 06.09.2011
LAURENT BERNHARD

La commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national (CEATE-CN) a déposé en juin 2010 une initiative parlementaire visant à modifier la **loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI)** de manière à ce que l'obligation d'appel d'offre ne s'applique ni au réseau national de transport, ni au réseau de distribution d'électricité. Cette intervention parlementaire faisait suite à un avis de droit rendu public par la Commission de la concurrence (COMCO) en février de la même année. En se fondant sur la loi sur le marché intérieur, cet avis de droit public avait conclu que l'octroi de concession devait impérativement faire l'objet d'appels d'offres. Le projet législatif, élaboré dans le cadre de l'initiative parlementaire en question, a précisé qu'en étaient exemptes les autorités accordant une concession du domaine public aux réseaux électriques ou à l'exploitation de la force hydraulique. Le projet de la CEATE-CN a toutefois stipulé que la procédure d'octroi des concessions devait s'effectuer de manière transparente et non discriminatoire. Au parlement, cette initiative parlementaire n'a pas fait l'objet de contestations. Les deux chambres

fédérales se sont chacune prononcées à l'unanimité en faveur de cette modification de loi durant l'année sous revue.³

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 15.10.2013
LAURENT BERNHARD

En octobre, la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national (CEATE-CN) a déposé une initiative parlementaire quant à **la prise en charge des coûts de l'énergie d'ajustement**. La CEATE-CN a estimé qu'il y avait lieu de légiférer sur la question, étant donné que la jurisprudence du Tribunal administratif fédéral (TAF) contenait des incertitudes juridiques. Afin de garantir la sécurité de l'approvisionnement en électricité, le texte oblige Swissgrid, la société nationale du transport d'électricité, à facturer individuellement aux groupes-bilan les coûts de l'énergie d'ajustement. En adhérant au texte dans la foulée, la CEATE du Conseil des Etats a permis de rapidement donner suite à l'initiative parlementaire.⁴

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 17.06.2014
NIKLAUS BIERI

Eine im Oktober 2013 von der UREK-NR eingereichte parlamentarische Initiative zur **Kostentragungspflicht für Ausgleichsenergie** fand am 17. Juni 2014 im Nationalrat Zustimmung. Dennoch schuf die grosse Kammer eine Differenz zum Vorschlag der Kommission: Sie nahm neben der von der parlamentarischen Initiative geforderten Änderung des Stromversorgungsgesetzes zur Behebung einer Rechtsunsicherheit auch einen Einzelantrag Nordmann (sp, VD) an, welcher im Stromversorgungsgesetz ein Vorkaufsrecht an der Netzbetreiber-gesellschaft Swissgrid für Bund und Kantone anführen wollte. In der Schlussabstimmung stimmte der Nationalrat mit 183 zu 0 Stimmen für die parlamentarische Initiative. Der Ständerat nahm sich dem Geschäft am 25. November 2014 an. Weil die Rechtsunsicherheit bei der Kostenübernahme für Ausgleichsenergie dringend zu beheben sei, die vom Nationalrat aufgenommene Änderung des Artikel 18 des Stromversorgungsgesetzes jedoch sachlich nichts damit zu tun habe und von der UREK-SR gerne noch eingehender geprüft werden möchte, wurde der kleinen Kammer beantragt, die beiden Anliegen in zwei Entwürfe aufzuteilen. Der Ständerat stimmte diesem Vorgehen mit 42 zu 0 Stimmen zu. Der Nationalrat kam am 1. Dezember auf das Geschäft zurück und stimmte dem Beschluss des Ständerates diskussionslos zu. In den Schlussabstimmungen vom 12. Dezember 2014 nahmen der Nationalrat und der Ständerat den Entwurf 1, welcher der ursprünglichen parlamentarischen Initiative entspricht, einstimmig an. Der aus dem Einzelantrag Nordmann resultierende Entwurf 2 wurde 2014 nicht mehr behandelt.⁵

Wasserkraft

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 28.08.2017
NIKLAUS BIERI

Mit „**Sicherung der Selbstversorgung mit Strom aus Wasserkraft zur Überbrückung der aktuellen Preisbaisse**“ überschrieb Nationalrat Röstli (svp, BE) seine parlamentarische Initiative vom Juni 2016. Seine Forderung entsprach jedoch der umgekehrten Formulierung: Es ging Röstli um die Überbrückung der aktuellen Preisbaisse mit einem zeitlich befristeten Massnahmenpaket, um die Selbstversorgung mit Strom aus Wasserkraft zu sichern. Der Strompreis liege zu tief, als dass die Schweizer Wasserkraftwerke kostendeckend produzieren könnten, weshalb mit einem Massnahmenpaket oder einem neuen Marktmodell die Produktionskapazitäten gesichert werden müssten.

Die UREK-NR diskutierte am 28. August 2017 über die parlamentarische Initiative und gab ihr mit 14 zu 9 Stimmen Folge. Die Kommission wollte damit gemäss Medienmitteilung ihren Willen signalisieren, „dem Thema Wasserkraft in der politischen Diskussion um ein neues Marktdesign Gewicht zu geben.“⁶

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 14.08.2018
MARCO ACKERMANN

Nachdem die UREK-NR im Vorjahr die vorgeschlagene Massnahme zur **Sicherung der Selbstversorgung mit Strom aus Wasserkraft zur Überbrückung der aktuellen Preisbaisse** gutgeheissen hatte, folgte im August 2018 auch ihre Schwesterkommission einstimmig dieser Entscheidung. Sie merkte dabei an, dass beim weiteren Vorgehen die Arbeiten in Zusammenhang mit der bevorstehenden Revision des Stromversorgungsgesetzes berücksichtigt werden sollten. In der gleichen Sitzung lehnte eine Kommissionsmehrheit aber eine Genfer Standesinitiative (15.313) ab, die ebenfalls auf eine Unterstützung der Schweizer Wasserkraft abzielte.⁷

Umweltschutz

Klimapolitik

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 01.12.2015
MARLÈNE GERBER

Die Schaffung eines umfassenden **energie- und klimapolitischen Lenkungssystems** verlangte die FDP-Fraktion mittels parlamentarischer Initiative. Ein ähnliches Vorhaben hatte bereits der Bundesrat in einem zweiten Massnahmenpaket der Energiestrategie ins Auge gefasst. Im Unterschied zum bundesrätlichen Entwurf will die FDP hingegen nur eine CO₂-Lenkungsabgabe auf Brennstoffen und auf importiertem, aus CO₂-intensiver Produktion stammendem Strom erheben, während die Regierung eine generelle Lenkungsabgabe auf verschiedene Stromquellen, darunter auch Atomstrom, einführen will. Ferner fordert die parlamentarische Initiative eine vollständige Rückerstattung der aus der Abgabe resultierenden Erträge an Haushalte und Unternehmen. Damit wäre die zum Zeitpunkt der Behandlung der parlamentarischen Initiative geltende Teilzweckbindung der CO₂-Abgabe, welche die Finanzierung von Förderprogrammen erlaubt, nicht mehr länger möglich. Die Mehrheit der vorberatenden UREK-NR empfahl ihrem Rat, der Initiative keine Folge zu geben. Sie befürwortete eine Beratung über die Einführung eines solchen Lenkungssystems im Rahmen der bundesrätlichen Vorlage und ziehe den aktuellen Vorschlag des Bundesrats, wie er damals als Vernehmlassungsentwurf vorlag, der Vorlage der FDP-Fraktion vor. Der Nationalrat folgte seiner Kommissionsmehrheit in der Wintersession 2015 mit 108 zu 80 Stimmen bei 2 Enthaltungen und gab dem Anliegen keine Folge. Über die FDP-Fraktion hinaus fand der somit erledigte Vorschlag lediglich Zustimmung bei einer Grossmehrheit der SVP-Vertreterinnen und -Vertreter.⁸

1) BO CE, 2008, p.800 ss.; BO CN, 2008, p. 1771 ss. et Annexes V, p. 509, 475 s. et 480 ss.; BO CE, 2008, p. 800 ss., 999 ss. et Annexes V, p. 197 ss. et 202; LT, 16.10.08 et presse du 10.12.08.

2) BO CE, 2009, p. 274 s.; BO CN, 2009, p. 576

3) BO CN, 2011, p. 819 ss.; BO CE, 2011, p. 1185.

4) Communiqué de la CEATE-CN du 15.10.13.

5) AB NR, 2014, S. 1117 ff.; AB NR, 2014, S. 2015 f.; AB NR, 2014, S. 2388.; AB SR, 2014, S. 1335.; AB SR, 2014, S.1008 f.; BBI, 2014, S. 3967 ff.; BBI, 2014, S. 3975 f.; BBI, 2014, S. 3977 ff.; BBI, 2014, S. 9687.

6) Medienmitteilung UREK-NR; NZZ, 30.8.17

7) Medienmitteilung UREK-SR vom 14.8.18; AVF, 16.8.18

8) AB NR, 2015, S. 1971 f.; Bericht UREK-NR vom 22.6.15